

Note politique d'ActionAid Sénégal et de ses partenaires.

La crise sanitaire de COVID 19 : un défi sans précédent, une opportunité à saisir.

L'apparition du coronavirus en Chine en Décembre 2019 et son expansion rapide dans le reste du monde à fini d'installer une panique et une psychose générale. Le virus qui ne connaît pas de frontières, ni de races encore moins de religions a infecté **3,444,236**¹ personnes à travers le monde et causé la mort de plus de **244,084** personnes selon L'Organisation Mondiale de la Santé (OMS). Ce nombre pourrait être revu à la hausse ces jours à venir. Ainsi, malgré les moyens importants en termes de ressources humaines (personnels de santé et auxiliaires, services de sécurité et de protection civile), de ressources financières, le virus semble avoir pris une longueur d'avance car aucun vaccin pour guérir la maladie n'as encore été trouvé, rendant ainsi la tâche très difficile aux professionnels de la santé et aux Etats.

Une propagation du virus sur un continent déjà vulnérable

Julia Sánchez, Secrétaire Générale de ActionAid International, déclare² : *"La pandémie de coronavirus et la crise climatique actuelle ont toutes deux révélé un modèle économique mondial profondément défectueux qui place les profits des entreprises avant les personnes et la planète.*

L'Afrique est paralysée par une nouvelle crise de la dette. Avec la menace imminente du COVID-19 qui devient rapidement une réalité, les pays en développement ne peuvent pas attendre les processus internationaux pour décider de l'allègement de la dette. Une action collective sans précédent est nécessaire pour libérer immédiatement des fonds afin de faire face à cette urgence sanitaire".

¹ Source : MSAS <http://www.sante.gouv.sn/>

² : <https://actonaid.org/publications/2020/who-cares-future-finance-gender-responsive-public-services>

La progression du virus en Afrique suscite beaucoup d'inquiétudes à cause de la faiblesse des systèmes de santé actuels, du déficit de personnels et d'équipements dans les zones les plus défavorisées et de la faiblesse des systèmes de protection sociale disponibles. Le virus impacte tous les autres secteurs, sociaux et économiques l'insécurité alimentaire menace les couches les plus vulnérables de notre société. Il a fait bouger les lignes entre les riches et les pauvres et a redéfini la notion même de pauvreté. Les familles qui vivent au jour le jour grâce aux activités quotidiennes se sont retrouvées sans ressources pour satisfaire leurs besoins immédiats. A cela, il faut ajouter la réduction drastique des transferts financiers des migrants vers le Sénégal affectant directement la résilience de ces familles. ActionAid Sénégal et ses partenaires s'inquiètent des risques d'une propagation rapide du virus dans ces zones déjà fragiles malgré les campagnes de sensibilisation pour le respect des règles d'hygiène. Les mesures restrictives prises par les gouvernements pour arrêter la propagation du virus sont certes à saluer. Cependant, tous les experts de tous les domaines, reconnaissent que ces mesures, si elles se poursuivent sans des réaménagements stratégiques et des mesures d'accompagnement pourraient "mettre à terre" les économies déjà fragiles et accentuées l'insécurité alimentaire et les inégalités sociales.

Depuis que le premier cas a été détecté au Senegal le 02 Mars 2020, les autorités ont montré une sérénité rassurante et ont pris par la même occasion des mesures sanitaires et sécuritaires à la hauteur de la menace que représente cette pandémie. ActionAid Sénégal et ses partenaires salue ces mesures et invite les populations sénégalaises aux respects scrupuleux des mesures prises par les autorités, qui visent à assurer la sécurité sanitaire pour préserver le Sénégal d'une situation incontrôlable aux conséquences économiques et sociales déviantes.

Cette pandémie a certes installé la panique et la psychose dans le pays à l'instar des autres pays du monde, mais elle a surtout entraîné une réflexion profonde sur la nécessité de bâtir notre propre indépendance économique, politique, sociale et sanitaire.

ActionAid Sénégal et ses partenaires encouragent les sénégalaises et Sénégalais qui se sont lancés dans la créativité et l'innovation à poursuivre cette recherche de solutions endogènes à nos problèmes. C'est le cas avec la fabrication de masques,

de gel hydroalcoolique, de machines de lavage des mains, respirateurs artificiels, etc., (made in Sénégal). Nous sollicitons vivement l'Etat d'accompagner financièrement ces jeunes talents. Ce même accompagnement pourrait s'étendre aussi au secteur de l'agriculture pour assurer notre souveraineté alimentaire en stimulant notre production locale et la transformation.

ActionAid Sénégal et ses partenaires tiennent également à saluer les mesures prises par l'Etat du Sénégal pour soulager les ménages les plus vulnérables, le secteur privé national, et celles et ceux touchés directement ou indirectement par les restrictions dans le contexte du COVID19.

Ils invitent cependant l'Etat du Sénégal à veiller à l'application des mesures dans le respect rigoureux des droits humains et avec la transparence requise.

Nos propositions

A cet effet, ActionAid Sénégal et ses partenaires recommandent ce qui suit :

1. Les plans d'intervention et de relance ne doivent pas renforcer les inégalités de genre.

Le nouveau rapport d'ActionAid montre comment l'économie mondiale repose sur les soins domestiques non rémunérés et le travail domestique des femmes - qui augmenteront de manière exponentielle pendant la pandémie COVID-19. Les plans de réponse, de relance et toutes les mesures spéciales doivent protéger les femmes et les filles contre les violences sexistes et les discriminations. Le programme de résilience économique et social des ménages vulnérables dans le contexte du COVID 19 est une bonne réponse pour soulager les souffrances de 1³ million de ménages qui sont en semi-confinement à la suite de l'état d'urgence et du couvre-feu décrétés par l'Etat du Sénégal mais qui pourrait donner naissance à des dynamiques inégalitaires et d'exclusion. ActionAid Sénégal et ses partenaires recommandent donc de :

- Mettre en place un comité de suivi de la distribution des vivres alimentaires incluant les autorités étatiques, la société civile, les collectivités territoriales,

³ Le plan de réponse de l'Etat du Sénégal

les forces de défense et de sécurité pour diligenter et suivre toutes les étapes du processus et rendre compte aux peuples Sénégalais.

- Conduire la distribution avec la plus grande transparence, en respectant la dignité humaine. Ce don ne doit pas être utilisé comme une arme pour perpétrer des violences ou des abus de pouvoir à l'encontre des femmes ou des couches les plus vulnérables (les enfants, populations déplacées et les migrants de retour).
- Poursuivre ces efforts de distribution de vivres et d'appui divers aux populations vulnérables jusqu'à la fin de la période de soudure estimée à la fin du mois d'Août.
- Favoriser si possible l'achat des vivres au niveau local pour pouvoir redynamiser l'économie locale, tellement affectée par la crise.
- Accorder une attention aux familles des migrants qui ne sont plus en mesure d'expédier des ressources financières au Sénégal, ainsi qu'aux migrants de passage ou de retour qui peuvent se trouver dans une situation de vulnérabilité extrême avec la fermeture des frontières et qui ont besoin de protection.
- Associer les structures compétentes qui ont des interventions directes auprès des communautés pour assurer un bon ciblage et une bonne couverture géographique de la collecte d'information depuis l'analyse du niveau et de l'impact de la vulnérabilité des populations dans le court, moyen et long terme à l'identification des types de réponses adaptées aux besoins réels des populations dans chaque zone.
- Privilégier les solutions locales et endogènes qui seront vitales pour la durabilité des initiatives plutôt que celles importées qui auraient une portée limitée et non contextualisées.
- Garantir l'approvisionnement correct des marchés en produits alimentaires en quantité et qualité et veiller à la maîtrise des prix des denrées pour éviter la spéculation qui pourrait avoir des conséquences néfastes sur les ménages vulnérables.
- Envisager et promouvoir la mise en place de stocks de sécurité alimentaire pour prévenir l'insécurité alimentaire et faciliter l'approvisionnement des

marchés en produits de premières nécessités tout en veillant sur les règles d'hygiène édictées par le Ministère de la Santé et de l'Action Sociale.

- Mettre à la disposition des ONGs et acteurs sociaux toute information indispensable pour accompagner et renforcer l'action de l'État de façon coordonnée, complémentaire et efficace.

2. Le respect du droit à l'Education pour tous, partout et à tout moment

La fermeture des écoles jusqu'au 2 Juin 2020 est certes une décision louable, mais cela ne doit pas remettre en cause le respect du droit à l'éducation des enfants et des jeunes qui constituent l'avenir du Sénégal. ActionAid Sénégal recommande de :

- Initier des programmes éducatifs alternatifs comme : l'école à la radio, les programmes éducatifs à la télévision, les espaces virtuels d'apprentissage ciblant les différents niveaux à travers des plateformes digitales accessibles et gratuites.
- Varier les espaces et modèles alternatifs permettant aux enfants ayant un accès limité aux canaux conventionnels de communication de réaliser leur droit à l'éducation
- Adopter une approche inclusive et non discriminatoire pour prendre en charge les enfants avec des besoins spéciaux, y compris les Daaras.
- Augmenter le débit de la connectivité en milieu rural afin de permettre aux élèves d'accéder plus facilement aux cours en ligne.
- S'assurer que les charges de soin domestiques ne reposent pas majoritairement sur les filles afin qu'elles puissent suivre les programmes éducatifs disponibles.
- Poursuivre le dialogue avec les enseignants pour s'accorder sur un réaménagement des calendriers scolaires et permettre aux apprenants d'atteindre le quantum scolaire dans le respect des droits humains et du principe d'égalité des chances et d'équité.

3. Le COVID 19 pourrait être une opportunité pour stimuler le « consommer local » et assurer la souveraineté alimentaire.

La fermeture des marchés hebdomadaires et la restriction de la mobilité urbaine et interurbaine a eu un impact immédiat sur l'économie locale et nationale mais aussi et

surtout sur la vie des couches les plus vulnérables de notre société. C'est pourquoi, ActionAid Sénégal et ses partenaires proposent :

- Une évaluation des potentiels risques qui conduiraient à l'insécurité alimentaire et la malnutrition en vue de préparer une réponse efficace à la hauteur des besoins des populations victimes.
- Envisager dans les meilleurs délais des solutions alternatives endogènes pour la commercialisation des produits tels que : la banane douce, la mangue, les noix d'acajou, les produits maraichers, melon, pomme de terre et autres produits horticoles et céréaliers pour éviter une faillite générale.
- Intégrer les unités locales de transformation de produits locaux disponibles au niveau communautaire, dans les modèles alternatifs envisagés, afin de renforcer la résilience des communautés par une contribution effective aux économies locales.
- Entamer des échanges avec les organisations de producteurs pour anticiper sur la campagne hivernale, et identifier de façon participative des mécanismes endogènes d'approvisionnement en intrants agricoles (semences, fertilisants organiques, etc.) et de régulation des prix.
- Engager une réflexion approfondie et inclusive sur notre modèle agricole actuel et notre mode de production qui dépendent en grande partie de l'utilisation d'intrants chimiques, augmentant ainsi les émissions de gaz à effet de serre dans l'environnement. Cette crise est l'occasion de mettre l'accent sur l'utilisation d'Énergies propres, la promotion de l'agroécologie qui sont des alternatives capables de limiter l'impact des changements climatiques sur l'environnement et surtout sur la terre qui reste et demeure la première ressource indispensable.

4. Promouvoir un accès équitable aux services sociaux de base pour les femmes, les enfants et les personnes âgées en milieu rural (santé, eau potable, transport, agriculture, énergie, etc...) et respecter les droits fondamentaux de tous les citoyens. Cela demande de :

- Mener une campagne de sensibilisation auprès des populations pour permettre aux personnes souffrant de pathologies autres que le COVID19 à ne pas délaisser les hôpitaux et les structures de santé communautaires

pour éviter de créer une crise sanitaire secondaire pendant ou après le COVID19.

- Protéger le personnel de santé qui se trouve en ligne de front face au COVID 19 et doter les structures de santé de moyens conséquent pour leur permettre de répondre aux besoins spécifiques de tous les malades.
- Veiller à la protection des personnes migrantes au Sénégal et des migrants d'origine sénégalaises dans les pays touchés par le COVID 19.
- Ne pas négliger, du fait du COVID 19⁴, d'autres services sociaux et médicaux importantes, en particulier ceux adressées aux personnes les plus vulnérables. Notamment, continuer et même renforcer les services pour les femmes qui subissent la violence de genre, qui risque d'augmenter avec les situations de stress et le confinement.
- Investir dans la formation des enseignants pour le secteur de l'éducation et celui de la santé en particulier.
- Réfléchir à un modèle de protection social plus inclusif qui permette aux travailleurs du secteur formel et ceux du secteur informel de bénéficier de couverture sociale renforçant leur résilience aux chocs sociaux.

5. Renforcer notre économie en comptant sur le secteur privé national et les champions nationaux pour briser la chaîne de dépendance économique avec les pays industrialisés, les institutions financières internationales (FMI, BM) : Financez les services publics !

Les recherches de ActionAid ont montré que le FMI freine les dépenses publiques en imposant des objectifs d'inflation inutilement bas (dans 80 % des pays⁵). Il impose également des objectifs stricts en matière de déficit (dans 96 % des pays). Cela même lorsqu'il existe des arguments convaincants pour que les pays dépensent davantage pour les services publics. Et, plus inquiétant encore, le FMI conseille de geler ou de réduire la masse salariale du secteur public (dans 78 % des pays), ce qui empêche activement les pays d'employer davantage d'enseignants, de médecins, d'infirmiers ou

⁴ Source : https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/331935/SITREP_COVID-19_WHOAFRO_20200429-eng.pdf

⁵ : <https://actonaid.org/publications/2020/who-cares-future-finance-gender-responsive-public-services>



de personnel soignant. Même lorsque le FMI accorde des exemptions pour les dépenses de santé et d'éducation, il en résulte généralement un gel, ce qui est très problématique pour les pays qui manquent cruellement d'enseignants et de médecins.

Face aux perspectives économiques sombres auxquelles le Sénégal pourrait faire face durant les mois à venir selon certains économistes, ActionAid Sénégal et ses partenaires :

- Soutiennent la position de l'état du Sénégal et les autres Etats africains à réclamer l'annulation de la dette bilatérale et invite aussi à négocier la baisse du service de la dette privée de ces états durement frappés par le COVID19.
- Encouragent aussi l'état du Sénégal à une utilisation efficace et transparente des ressources libérées grâce aux diverses facilités pour les services sociaux de bases mais aussi et dans les secteurs économiques porteurs de croissance
- Recommande la revue à la baisse des projections en matière d'atteinte des Objectifs du Développement Durable (ODD).
- Renforcer la protection des droits des travailleurs et leurs familles, lourdement éprouvés par la crise sanitaire

La crise du Covid 19, aussi douloureuse soit elle, a permis d'expérimenter les limites de systèmes établis et qui paraissaient inébranlables. Elle a révélé le rôle majeur des femmes et du secteur informel dans l'équilibre social et économique de notre pays. Elle invite à repenser en profondeur les systèmes agricole, économiques, éducatifs et sociaux. Elle invite surtout à recentrer l'action sociale autour de l'humain à travers l'adoption de modèles innovants respectueux de l'homme et des ressources.